

BILAN STATISTIQUE DES PRETS CONVENTIONNES DE L'ANNEE 2018

Contenu

A)	Des taux très bas.....	3
B)	Les changements de réglementation de l'année	4
C)	Diminution du nombre et des montants de logements financés par des PC par rapport à 2017.....	5
D)	Six prêts conventionnés sur dix pour l'ancien.....	6
E)	L'ancien majoritaire pour tous les prêteurs	9
F)	Sept prêts conventionnés sur dix sont des PAS.....	11
G)	Evolution des parts de marché.....	13
H)	Une part de PC à taux variable toujours très basse.....	15
I)	Un montant moyen prêté en baisse, mais avec des grandes disparités.	16
1)	Comparaison par type d'opération.....	16
2)	Comparaison par type de taux.....	18
3)	Comparaison PAS et non PAS.....	18
4)	Comparaison par établissement	19
J)	Une baisse du nombre de logements financés par des PC théoriquement éligibles à l'APL.....	19
K)	Les montants effectivement versés en baisse.	20
L)	Baisse des amortissements et des remboursements anticipés.....	22
M)	L'encours des prêts : 70.5 milliards d'euros.....	22
	ANNEXES.....	25

Avertissement : les statistiques sur les prêts PAS issues des déclarations des prêts conventionnés ne sont pas directement comparables aux statistiques issues de la base de données du FGAS, ni à celles émises par la Banque de France dans la double mesure où la procédure de déclaration n'est pas la même et où les statistiques PC donnent les renseignements pour les « émissions » et les « versements »¹ de prêts alors que les deux autres sources (FGAS et Banque de France) indiquent les « mises en force » .

D'autre part, ce bilan est établi à partir des déclarations établies par les établissements. L'organisme prêteur doit fournir à la SGFGAS, au début de chaque mois ou de chaque trimestre, en fonction de la périodicité retenue par la commission bancaire pour la production de certains documents comptables :

- Un état des prêts conventionnés accordés au cours du mois ou du trimestre précédent (en nombre de logements et en montant)
- Un état des encours desdits prêts, arrêté à la date de situation comptable du mois ou du trimestre précédent.

Les prêts conventionnés garantis dans le cadre du FGAS, ainsi que ceux dont les titulaires remplissaient à la date de la demande les conditions requises pour bénéficier de l'APL, doivent être distingués des autres prêts conventionnés.

Le terme « effectifs » utilisé dans ce bilan, correspond donc au nombre de logements ayant fait l'objet d'une émission de prêt conventionné de la part de l'établissement prêteur encore appelé « nombre d'autorisations » déclaré par les établissements Par « PC » on entendra donc dans le présent bilan, « logement financé par au moins un prêt conventionné² ».

Dans la base Fgas des prêts garantis, certains établissements déclarent plusieurs PAS pour une même opération financée. Dans la mesure du possible, les informations de cette base sont rapportées en complément dans ce bilan.

Production de l'année 2018, en hausse : 93 675 PC pour 10.3 milliards d'euros

Rappel 2017 :	<u>117 288 PC pour 13.2 milliards d'euros</u>
Rappel 2016 :	<u>111 740 PC pour 12.3 milliards d'euros</u>

Encours des PC à la fin du 4e trimestre 2018 : 70.5 milliards d'euros

Rappel 2017 :	68.1 milliards d'euros*
Rappel 2016 :	67.6 milliards d'euros

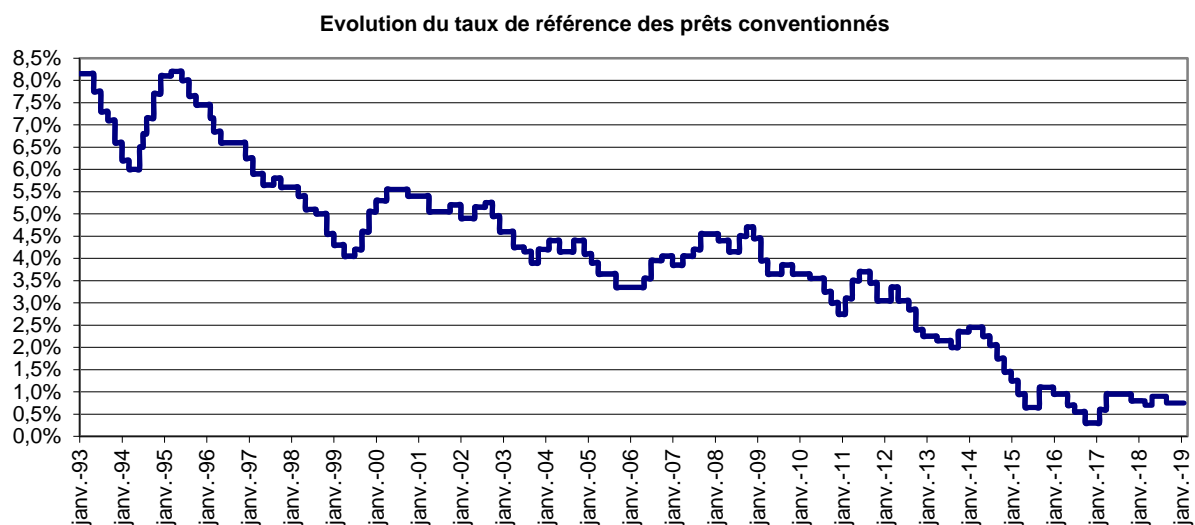
*Un établissement a fait un reclassement comptable des encours de prêts enregistrés à tort comme PC pour un montant de 4 776 104 K€, un autre a procédé à une régularisation de 361 K€ (prise en compte des PAS)

¹ Rappel de quelques définitions :

Les « émissions » sont (en effectif ou en montant) les prêts auparavant appelés « autorisés » pendant la période sous revue. Les « versements » sont les sommes effectivement mises à la disposition de l'emprunteur pendant la période sous revue. Enfin les « mises en force » sont les crédits ayant fait l'objet au cours de la période sous revue, d'un premier versement effectif au bénéficiaire du prêt, quel que soit le montant de ce décaissement. Les crédits sont déclarés en une seule fois, pour le montant total accordé, dès le premier versement, quel que soit le rythme adopté ou prévu pour les versements ultérieurs.

² Certains EC financent un logement avec plusieurs PC

A) Des taux très bas.



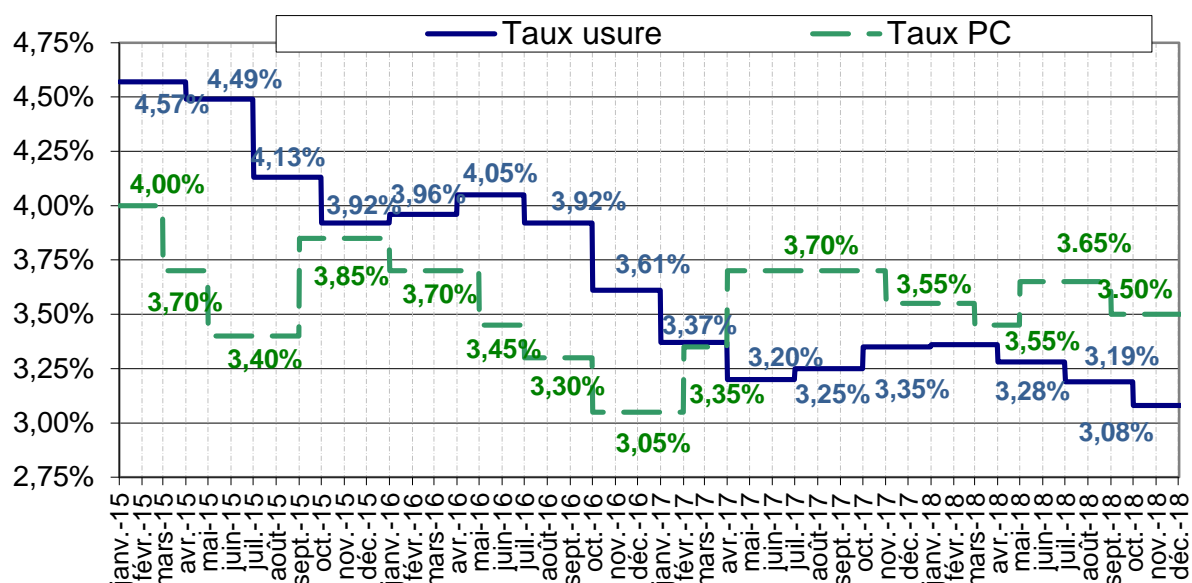
L'année 2016 débute par un taux de référence à 0,95%, puis chute à 0,30% l'année suivante. Il repart à 0,80% en janvier 2018 et termine l'année à 0,75%.

Rappels :

1. Les marges appliquées au taux de référence pour obtenir les taux plafonds sont de 2,3% pour les PC à taux variable quelle que soit la durée et pour ceux à taux fixe d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, de 2.5% pour ceux d'une durée comprise entre 12 et 15 ans, de 2,65% pour ceux d'une durée comprise entre 15 et 20 ans et de 2.75% pour ceux d'une durée supérieure à 20 ans.
2. Les taux pratiqués, majorés des divers éléments composant le T.E.G, ne doivent pas dépasser le seuil de l'usure en vigueur.
3. La base des prêts conventionnés ne permet pas de connaître les taux pratiqués par les établissements.

Depuis fin avril 2014 le taux plafond des PC à taux fixe d'une durée supérieure à 20 ans reste inférieur au taux d'usure.

Evolution du taux plafond PC fixes > 20 ans



B) Les changements de réglementation de l'année

➤ APL :

Après la baisse de 5 euros par mois des prestations dues, à compter du 1er octobre 2017, l'APL est une nouvelle fois réformée.

A compter de février 2018, seules les opérations dans l'ancien en zone APL 3 (pour l'essentiel il s'agit de communes de la zone C) sont éligibles à cette aide personnalisée, alors qu'auparavant tous les types d'opérations et toutes les zones APL ouvraient droit à cette aide sociale.

➤ PTZ :

En 2018, la quotité de PTZ baisse de 40% à 20% dans le neuf en zones B2 et C et l'ancien est supprimé en zones A et B1.

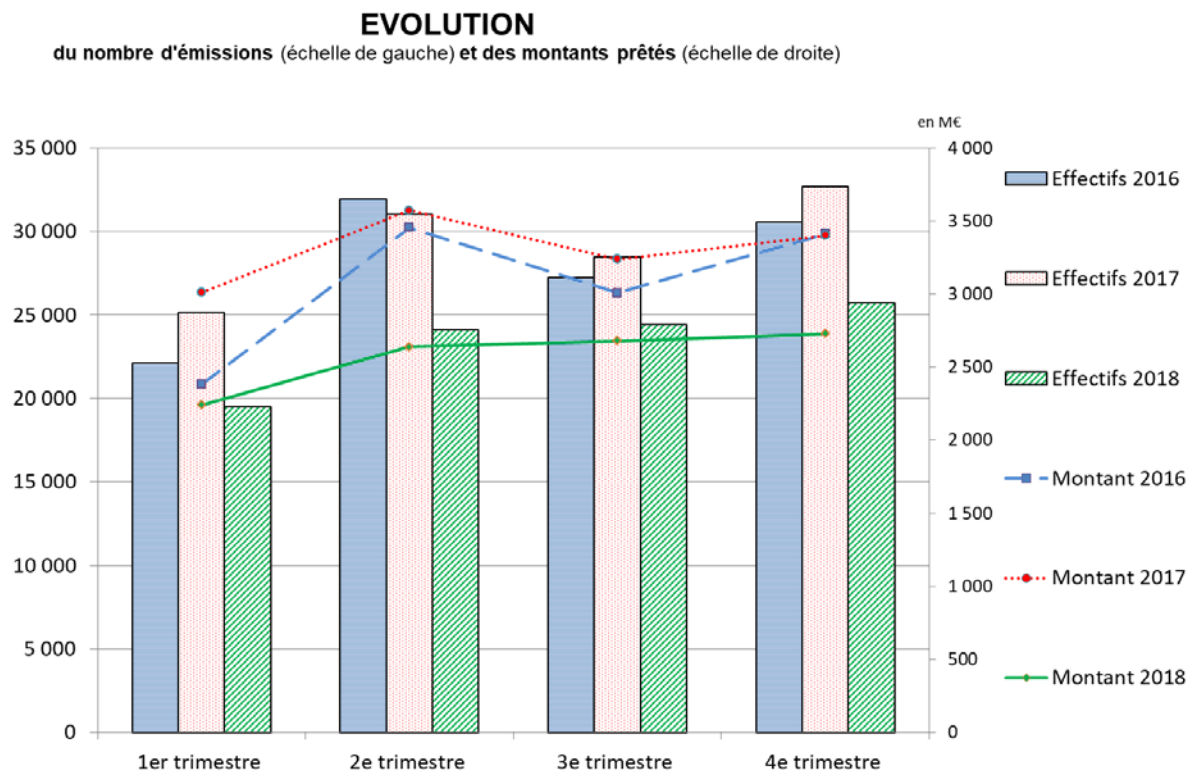
C) Diminution du nombre et des montants de logements financés par des PC par rapport à 2017.

(Annexe 1)

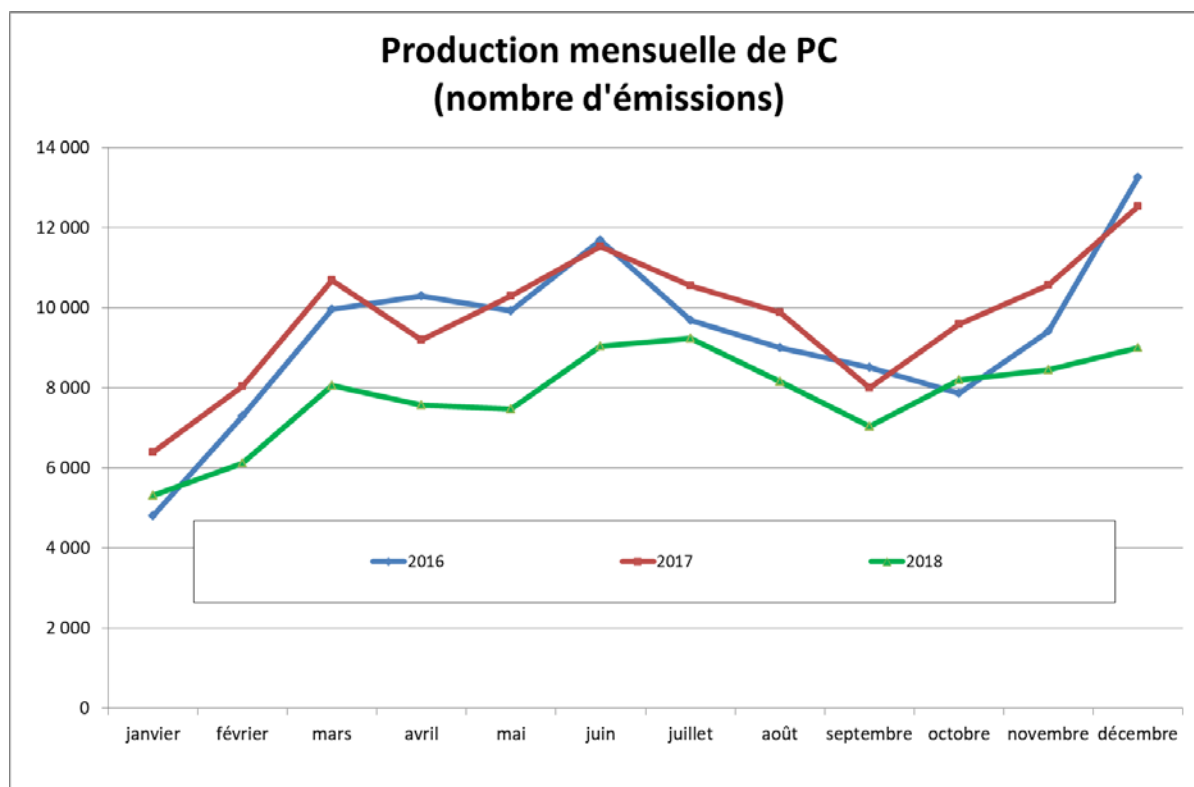
La baisse concerne uniquement les PC non PAS (voir infra).

La baisse de l'ensemble de la production des prêts conventionnés s'accroît cette année, avec une chute de -20.1% en effectif par rapport à l'année précédente (-16.2% pour l'année 2016). Le montant prêté pour l'ensemble des PC suit la même tendance avec une diminution de -22.2% par rapport à 2017 et -16.1% par rapport à celui de 2016.

Le graphique ci-dessous indique que la production trimestrielle reste toujours en dessous de celle des années précédentes, que ce soit en effectif ou bien en montant.



En dehors du mois de janvier et d'octobre, la courbe de la production mensuelle de 2018 est toujours en dessous de celle des deux années précédentes.



D) Six prêts conventionnés sur dix pour l'ancien.

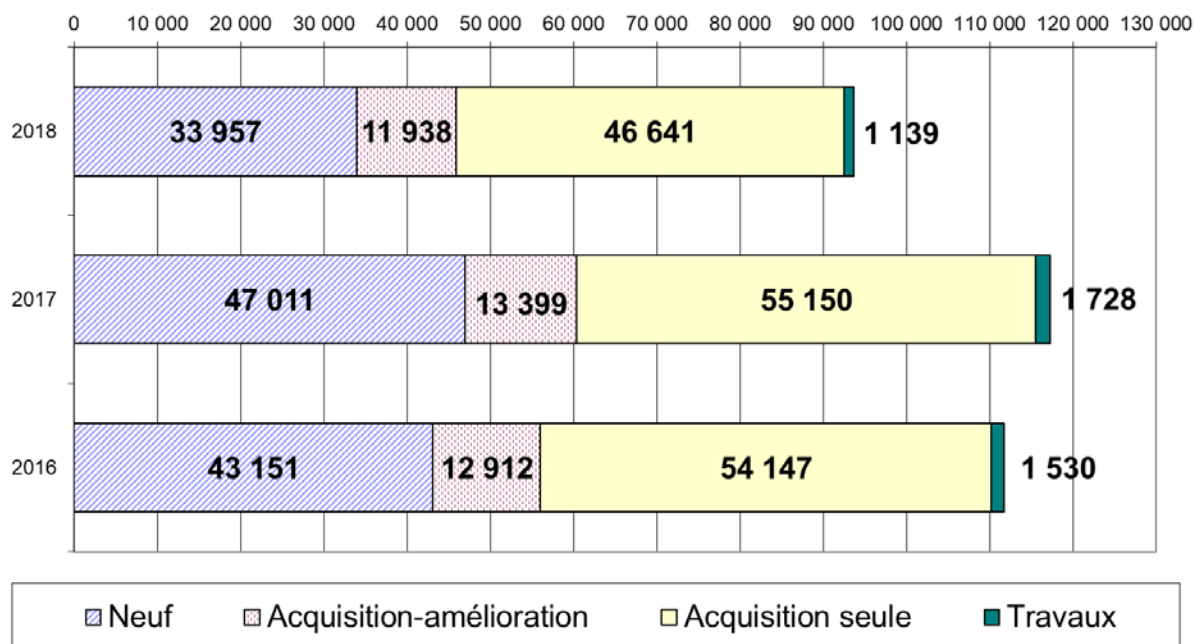
(cf. Annexe 3)

L'évolution entre 2017 et 2018 est différente selon le type d'opération³. La baisse de production se ressent sur tous les types d'opérations. Elle est très sensible dans l'amélioration seule où la diminution atteint -34.1%, l'ancien est de -15.4% dans l'acquisition seule, et de -10.9% pour l'acquisition avec amélioration. Le nombre de prêts conventionnés recule pour le neuf (-27.8%) par rapport à 2017 (-21.3% par rapport à 2016).

³ Les différents types d'opération pour les prêts conventionnés sont :

- Neuf : la construction ou l'acquisition de logements neufs
- Acquisition seule : l'acquisition de logements existants (sans travaux d'amélioration)
- Acquisition avec amélioration : l'acquisition de logements existants assortie de travaux d'amélioration;
- Amélioration seule : travaux d'amélioration de logements (sans acquisition)

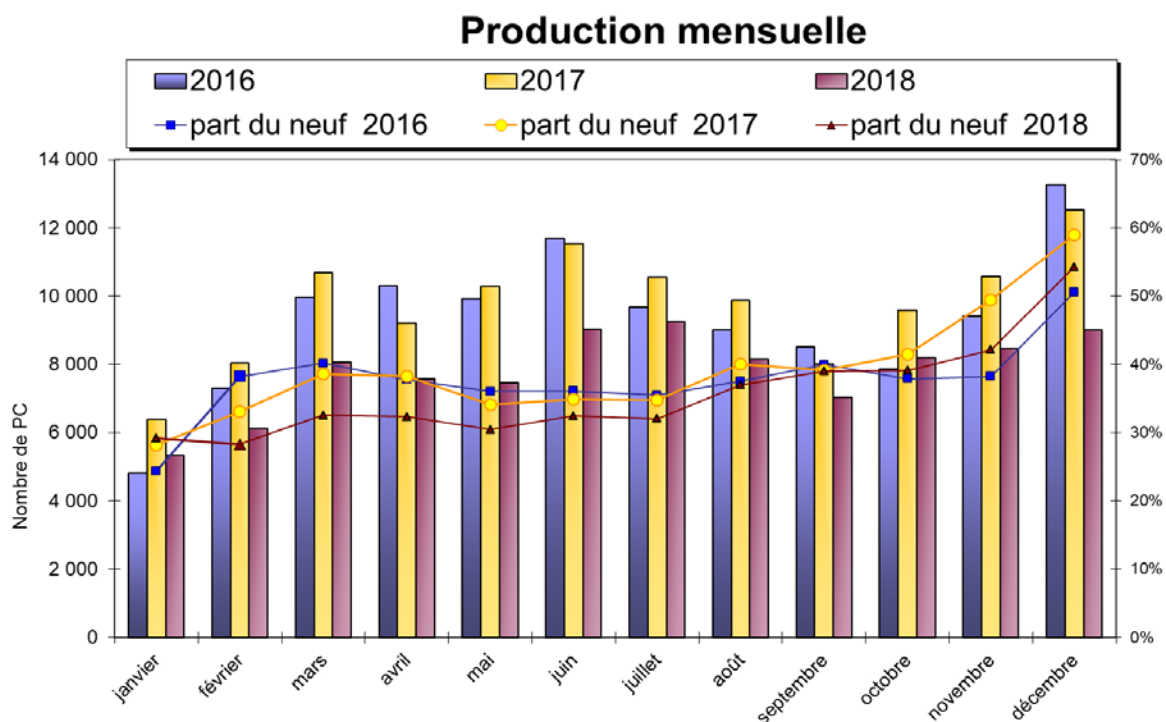
Evolution du nombre d'émissions selon le type d'opération



Quelle que soit l'année observée, les prêts pour les acquisitions seules représentent près de la moitié des prêts conventionnés émis (49.8% contre 47.0% en 2017 et 48.5% en 2016). La part des acquisitions avec amélioration se situe cette année à 12.7% (11.4% en 2017 et 11.6% en 2016).

La part du neuf diminue, passant de 40.1% des prêts conventionnés en 2017 à 36.2% cette année.

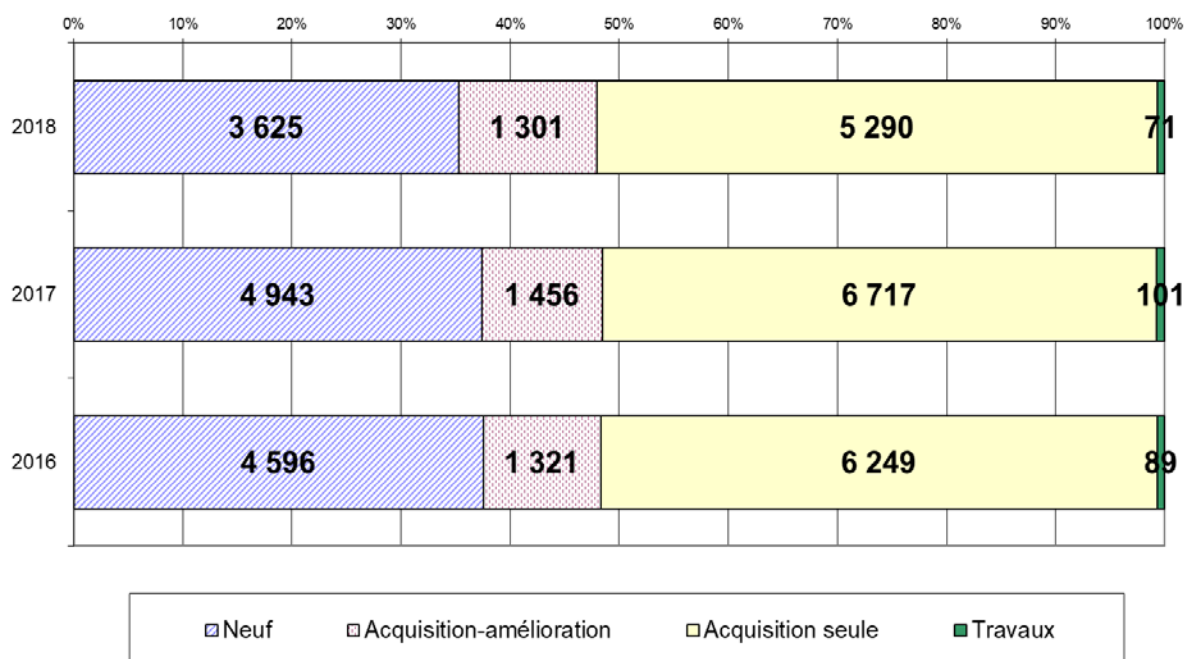
A compter de septembre 2018, elle dépasse la part du neuf de l'année 2016, mais reste en deçà de 2017.



Les travaux d'amélioration demeurent marginaux (1.2% de la production contre 1.5% en 2017 et 1.4% en 2016).

Les montants distribués sont en baisse par rapport à 2017 quel que soit le type d'opération : -26.7% pour le neuf, -21.3% pour l'acquisition seule, -10.6% pour les acquisitions avec amélioration et -30.1% pour les travaux. Par rapport à 2016 le neuf est en hausse (-21.1%) ainsi que l'acquisition-amélioration (-1.5%) tandis que dans l'acquisition seule les montants prêtés sont en baisse (-15.4%). (L'étude du montant moyen prêté par type d'opération est faite page **Erreur ! Signet non défini.**).

Evolution du montant prêté (en M€) selon le type d'opération

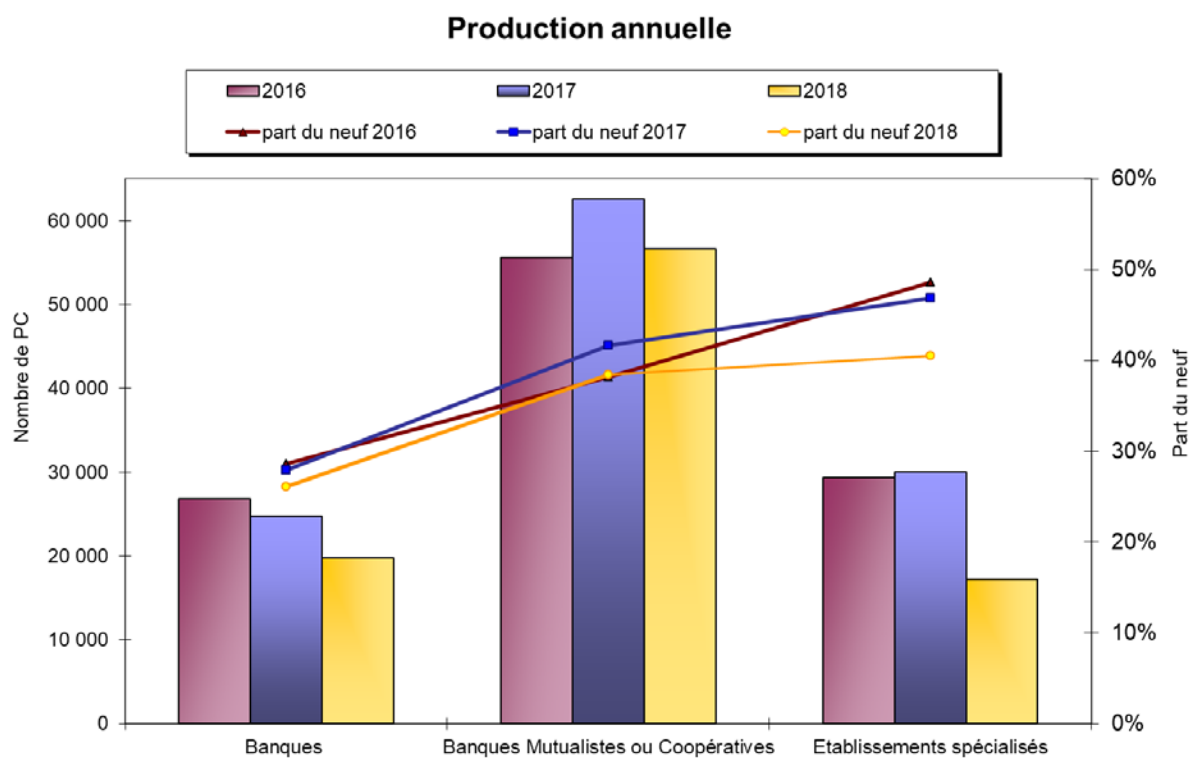


E) L'ancien majoritaire pour tous les prêteurs

La ventilation par type d'opération est différente selon la catégorie d'établissement de crédit⁴.

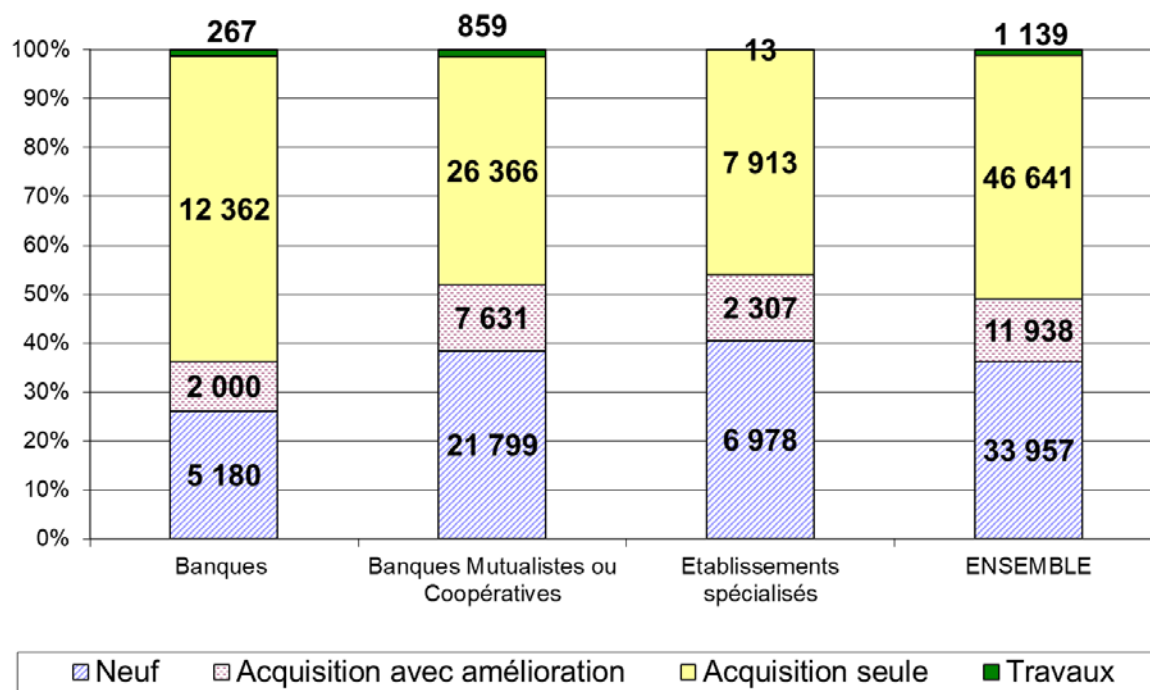
La part du neuf reste plus élevée pour les établissements spécialisés en atteignant 40.5% tandis qu'elle se situe à 38.5% pour les banques mutualistes ou coopératives et 26.1% pour les banques. En 2017, ces valeurs étaient respectivement de 46.9%, 41.6% et 28.0% et en 2016 de 48.6%, 38.2% et 28.7%.

⁴ La liste des établissements est consultable en annexe 7



La part du neuf pour chaque type de prêteurs suit la même tendance que celle de 2017. Les prêts conventionnés pour les acquisitions seules sont largement majoritaires chez les banques (62.4% de la production) et les banques mutualistes ou coopératives (46.5%) contre 46.0% chez les établissements spécialisés.

Répartition des émissions de PC (nombre de logements) en 2018 selon le type d'opération



F) Sept prêts conventionnés sur dix sont des PAS.

(cf. Annexe 4)

En 2018, les PAS représentent 84.8% des émissions de prêts conventionnés et 79.1% des montants prêtés (respectivement 86.7% et 82.0% en 2017 et 88.6% et 84.1% en 2016).

	Ensemble		PAS		Non PAS	
	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€
2018	93 675	10 286	79 431	8 136	14 244	2 150
2017	117 288	13 218	101 725	10 841	15 563	2 377
2016	111 740	12 255	98 988	10 306	12 752	1 949

A titre indicatif, la base FGAS⁵ contient 65 765 PAS émis pour un montant de 6 909M€ pour l'année 2018, 102 104 PAS émis pour un montant de 10 747M€ pour l'année 2017 et 101 288 PAS émis pour un montant de 10 073M€ pour l'année 2016.

Certains établissements déclarent plusieurs PAS pour une même opération financée (voir le détail dans le bilan FGAS).

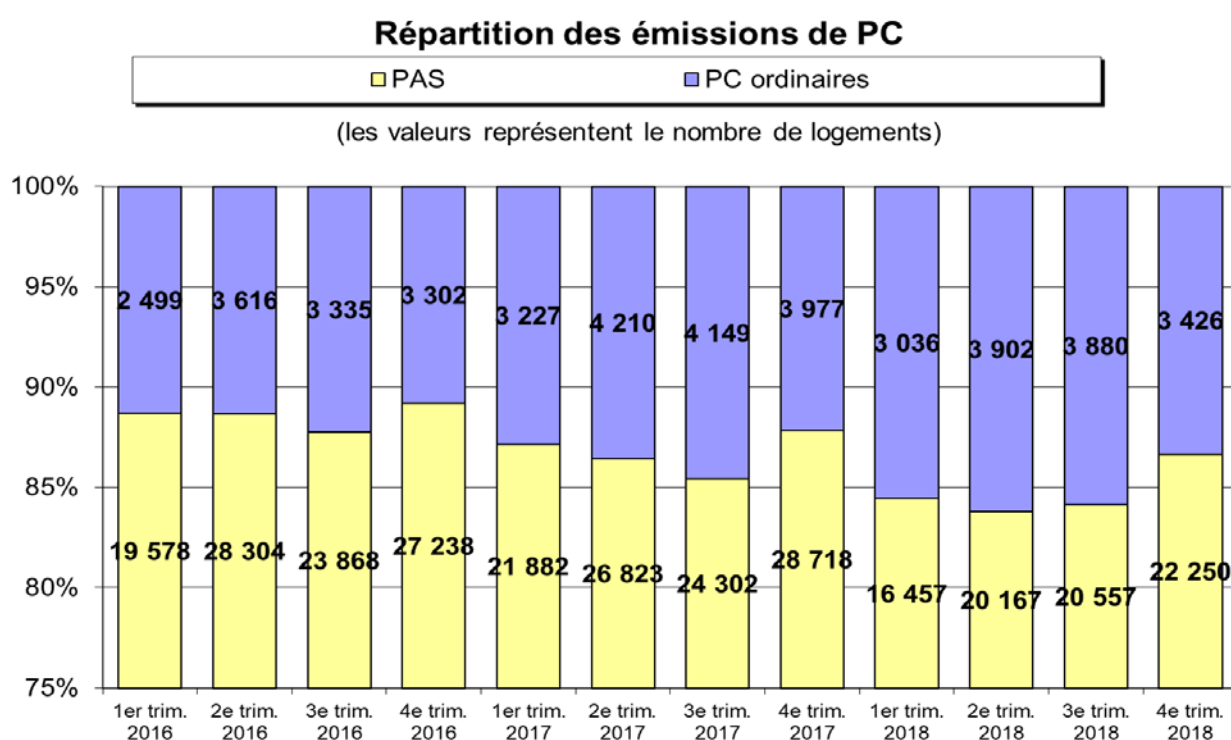
⁵ Base FGAS avec les déclarations reçues au 15 février 2019 qui sont loin d'être définitives (elles ne le sont en général qu'au bout d'environ deux ans)

Le nombre de logements financés par des PAS diminue de -21.9% en 2018, alors que celui de PC ordinaires baisse de -8.5% Concernant les montants prêtés, ils progressent de -25.0% pour les PAS mais diminuent de -9.5% pour les non PAS.

Ces évolutions s'inscrivent dans un marché global de la production de crédits immobiliers à la baisse de 2,1% par rapport à l'année précédente⁶.

L'analyse détaillée par trimestre indique que la production des PC ordinaires augmente à chaque 4^{ème} trimestre des 3 années observées, en défaveur des PAS. Cette part reste relativement stable pour les trois premiers trimestres.

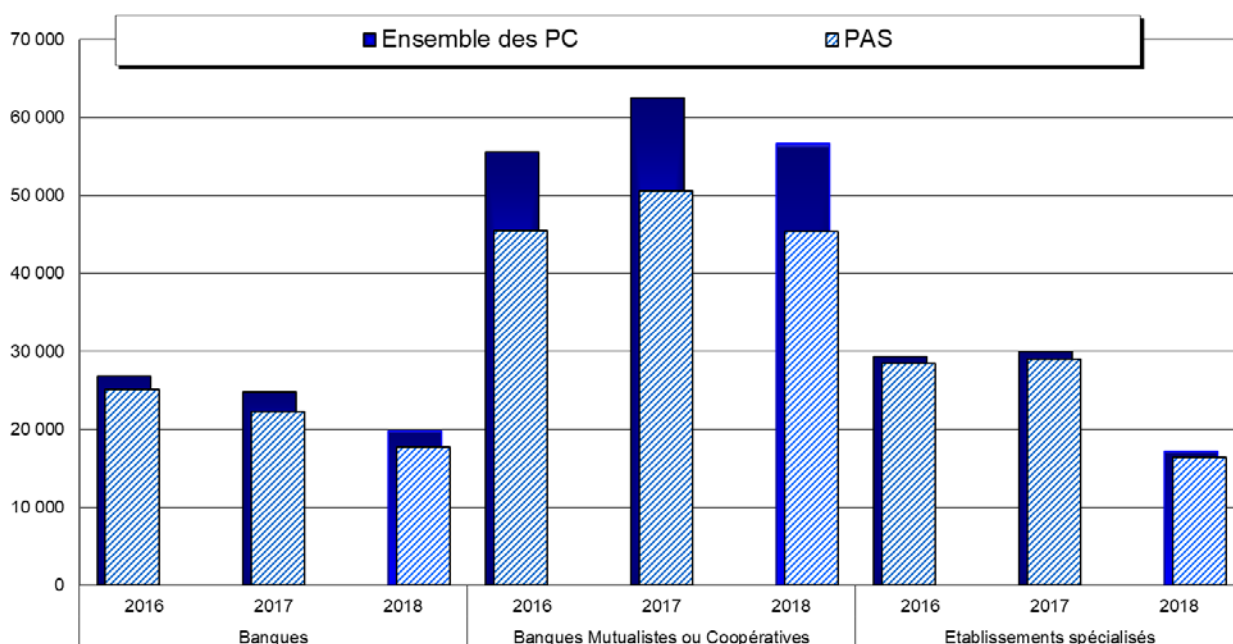
Au 4^{ème} trimestre 2018, la proportion des PAS atteint 86,7% contre 13,3% pour les PC ordinaires.



La forte augmentation du nombre de logements financés par des PAS, ainsi que leur forte part parmi les PC se ressentent pour tous les prêteurs. Pour l'établissement spécialisé, la proportion de PAS parmi les PC reste très élevée, atteignant 95.1% cette année, contre 96.5% l'année précédente et 96.8% en 2016. Chez les banques mutualistes ou coopératives, plus des deux tiers des PC sont des PAS : 80.0% contre 80.9% en 2017 et 81.8% en 2016. Cette part remonte à 89.5% chez les banques (89.7% en 2017 et 93.6% en 2016).

⁶ Source : Financement du logement 2014– Crédits mis en force accordés aux ménages – Ensemble des crédits (source : Banque de France, Direction des Enquêtes et des Publications Economiques).
Voir également : http://webstat.banque-france.fr/fr/quickview.do?SERIES_KEY=279.BS11.M.FR.Y.R.A220Z.A.4.U6.2254FR.Z01.E#

Production des PAS parmi les PC



Les PAS sont essentiellement accordés par les banques mutualistes ou coopératives (57.1%) et les établissements spécialisés (20.6%)

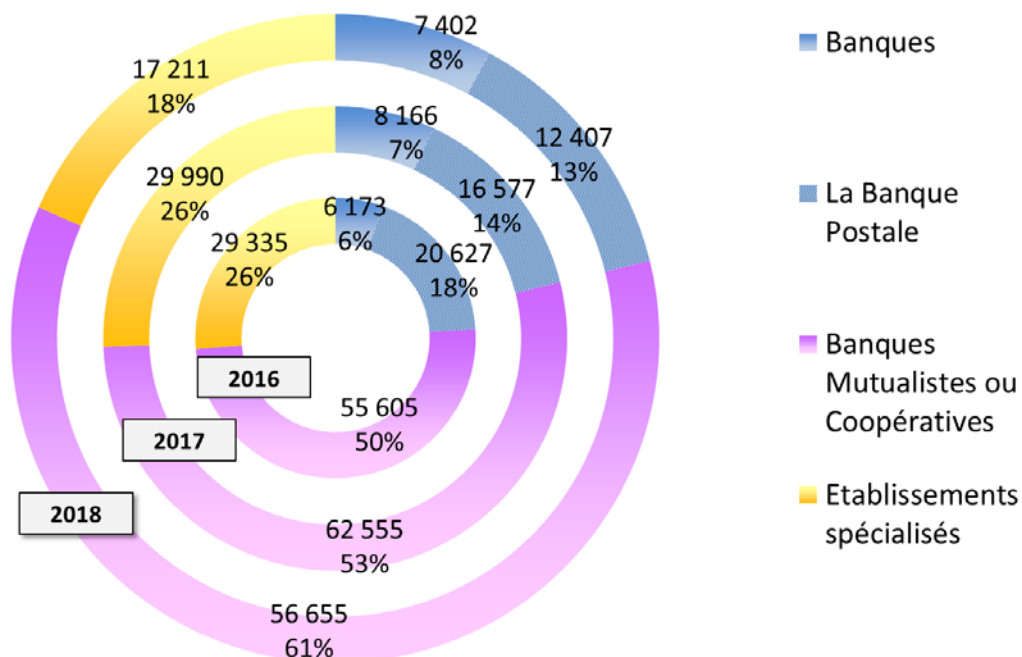
G) Evolution des parts de marché.

(Annexes 2 et 6)

En octroyant 60.5% des prêts conventionnés de l'année 2018, les banques mutualistes ou coopératives restent le plus gros distributeur de prêts conventionnés ; leur part de marché diminue pourtant de -7.1 points entre 2018 et 2017 (53.3% en 2017 et 49.8% en 2016). A l'inverse les établissements spécialisés gagnent 7.2 points en se situant à 18.4% cette année. Les banques atteignent 21.1% (21.1% en 2017 et 24.0% en 2016).

Parts de marché

les valeurs indiquent le nombre de PC émis et la part de marché



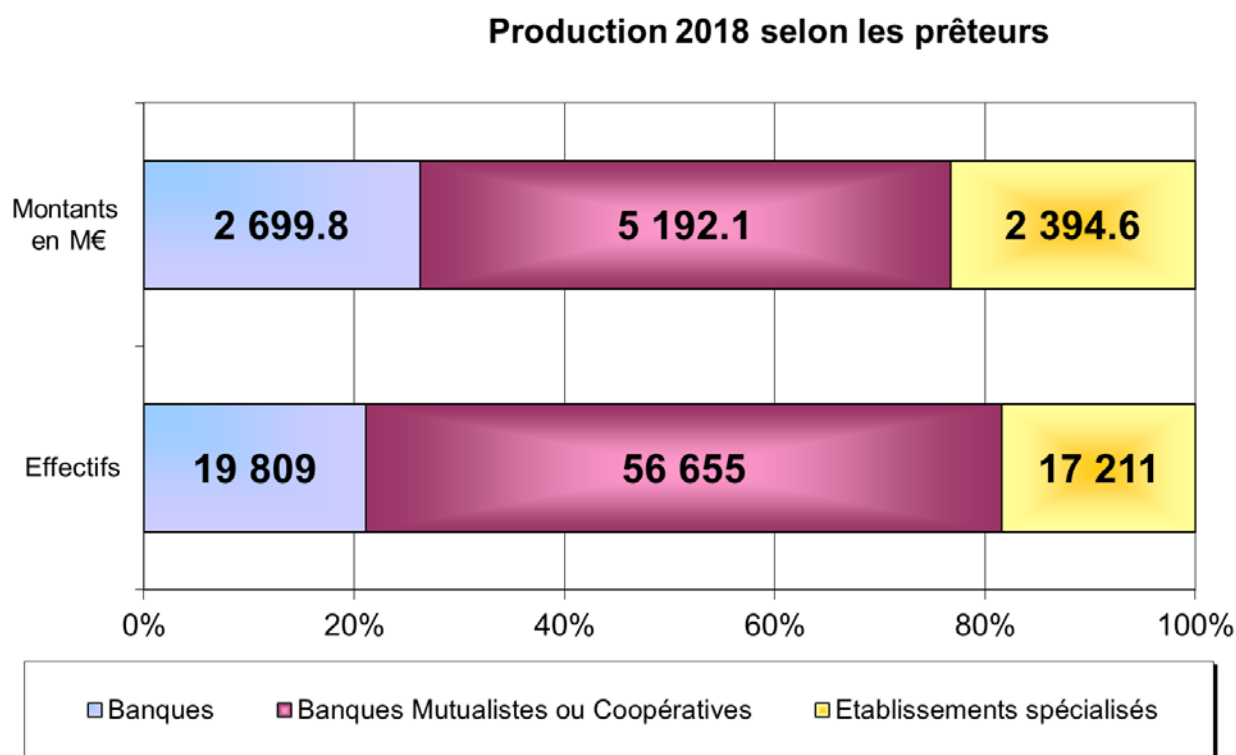
Parts de marché calculées en nombre d'émissions

	Ensemble des PC			PAS seuls		
	2017	2018	Évolution	2017	2018	Évolution
Banques	21.1%	21.1%	↔	21.8%	22.3%	↗
Banques mutualistes ou coopératives	53.3%	60.5%	↗	49.7%	57.1%	↗
Etablissements spécialisés	25.6%	18.4%	↘	28.5%	20.6%	↘
TOTAL	100%	100%		100%	100%	

Parts de marché calculées en montants prêtés

	Ensemble des PC			PAS seuls		
	2017	2018	Évolution	2017	2018	Évolution
Banques	25.2%	26.2%	↗	27.1%	28.9%	↗
Banques mutualistes ou coopératives	45.4%	50.5%	↗	38.5%	44.1%	↗
Etablissements spécialisés	29.4%	23.3%	↘	34.4%	27.0%	↘
TOTAL	100%	100%		100%	100%	

La répartition des émissions de prêts conventionnés selon les types de prêteurs varie légèrement selon qu'il s'agisse des effectifs ou des montants prêtés. La différence tient à ce que les établissements de crédit spécialisés distribuent des prêts d'un montant moyen nettement plus élevé que celui des banques mutualistes ou coopératives (voir détails page **Erreur ! Signet non défini.**).



H) Une part de PC à taux variable toujours très basse.

(cf. Annexe 1)

Les PC à taux révisable représentent 1.5% des PC émis au cours de l'année 2018, tandis qu'ils étaient à 1.2% l'année précédente et de 1.0% en 2016. Pour les montants, 1.8% concerne des PC à taux variables.

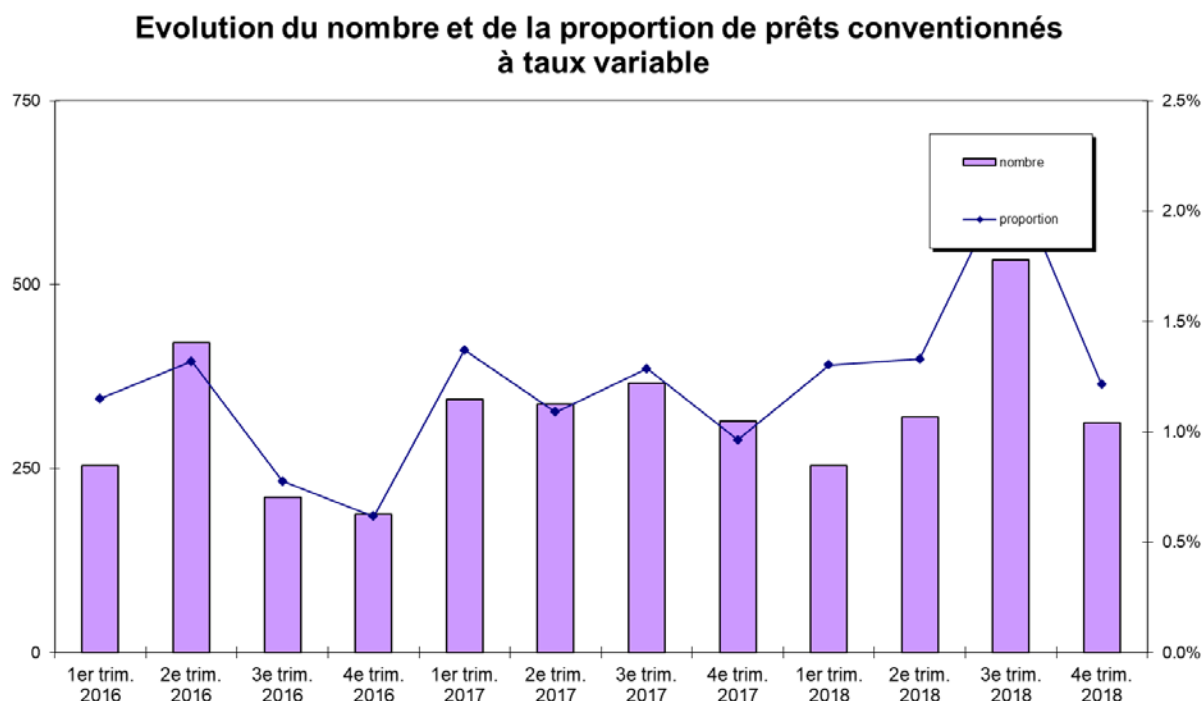
Les prêts conventionnés à taux variable⁷ augmentent de 4,8% pour les effectifs mais diminuent de 3,1% pour les montants prêtés par rapport à 2017 (pour une production globale en baisse de 20,1% et de 22,2% pour les montants).

On observe un phénomène similaire dans la base des seuls prêts garantis où la part des PAS émis à taux variable est nulle pour 2018, 2017 et 2016.

Une explication à ce phénomène tient sans doute aux taux de prêts fixes très bas et que compte tenu de durées des prêts élevées, la majorité des acteurs évitent d'ajouter de surcroît l'incertitude qui

⁷ Les prêts « atypiques » (montants déclarés très élevés) ont été exclus pour les calculs concernant les prêts à taux variable.

résulterait de la variabilité des taux d'intérêt dont l'index le plus fréquemment utilisé (Euribor 3 mois ou 1 an) est à son niveau le plus bas, ce qui rend à peu près certaine une réévaluation à venir sur une très longue durée.



I) Un montant moyen prêté en baisse, mais avec des grandes disparités.

Le montant moyen atteint 109 810 € cette année, en baisse de -2.6% par rapport à l'année précédente et de 0.1% par rapport à 2016.

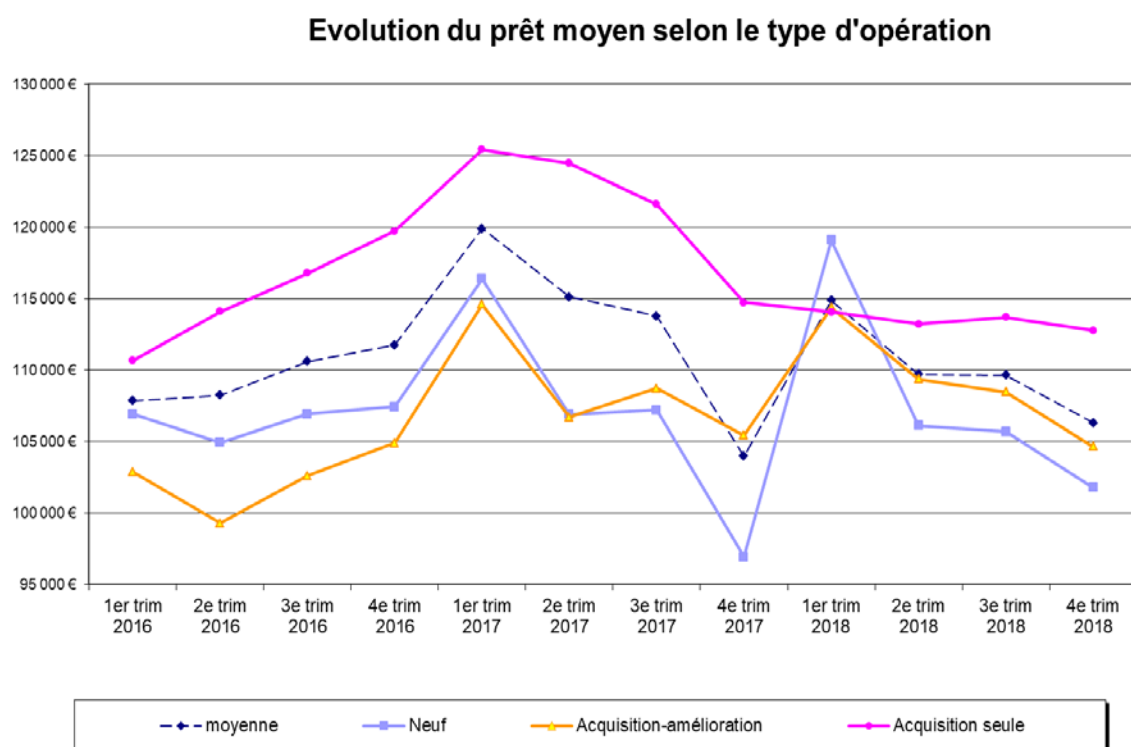
1) Comparaison par type d'opération

Pour les acquisitions, seul le montant moyen dans le neuf est en légère hausse en un an (1.5%) tandis qu'il baisse de 0.3% pour l'acquisition avec amélioration et -6.9% pour l'acquisition seule.

Montants moyens selon le type d'opération :

	Ensemble	Neuf	Acquisition-amélioration	Acquisition seule	Travaux
2018	109 810 €	106 750 €	108 980 €	113 410 €	62 200 €
2017	112 700 €	105 150 €	108 650 €	121 800 €	58 650 €
2016	106 520 €	106 520 €	102 300 €	115 400 €	58 170 €
Évolution 2018/2017	-2.6%	1.5%	0.3%	-6.9%	6.1%

Compte tenu du faible nombre de prêts conventionnés accordés pour les travaux seuls, moins de 1 200 cette année, leur montant moyen prêté n'est pas davantage détaillé dans la suite du paragraphe.



Le graphique ci-dessus, illustrant l'évolution depuis 2016 du montant moyen d'un prêt conventionné par type d'acquisition, montre que :

- Sur la période, les acquisitions seules sollicitent un montant plus élevé que pour les autres types d'opérations indiquées ici ; seul le 1^{er} trimestre 2018 indique un changement de tendance avec un pic dans le neuf dépassant les montants des autres types d'opération.
- Une opération pour acquisition avec amélioration dans l'ancien reste celle qui nécessite le montant le plus faible, inférieur à une acquisition seule d'environ -4 000 € cette année tandis que l'écart approchait -13 000 € en 2017.

La baisse en fin 2017 est sans doute due au fait qu'il y a eu davantage d'opérations avec PTZ à cette période en anticipation de la réforme à venir du 1^{er} janvier 2018, ce qui laissait moins de place dans les plans de financement pour les PAS.

2) Comparaison par type de taux

En 2016 et 2017, les PC à taux révisables finançaient des prêts d'un montant plus élevé que ceux à taux fixe⁸ (215 230 € contre 108 640 € en 2016 et 141 850 € contre 112 350 € en 2017).

En revanche, 2018 indique une tendance inverse avec un montant moyen des PC à taux révisable plus faible que celui des PC à taux fixe (104 600 € contre 109 480 €).

Comme vu ci-avant, la proportion de prêts à taux révisables⁹ est très faible (-1,5% en 2018).

	Ensemble	Taux fixe	Taux révisable
2018	109 810 €	109 480 €	104 600 €
2017	112 700 €	112 350 €	141 850 €
2016	109 670 €	108 640 €	215 230 €
<i>Evolution 2018/2017</i>	-2,56%	-2,55%	-26,26%

Dans la base FGAS, l'écart des montants moyens s'élève en 2018 à environ 5 000 € au profit des taux fixes. La baisse historique des taux d'emprunt explique l'inversion de cette tendance.

3) Comparaison PAS et non PAS

Sur l'ensemble de l'année 2018, le montant moyen du PAS, en légère **baisse** (-3,9%), reste inférieur à celui des PC ordinaires de 48 510 €

Montants moyens selon le type de prêt :

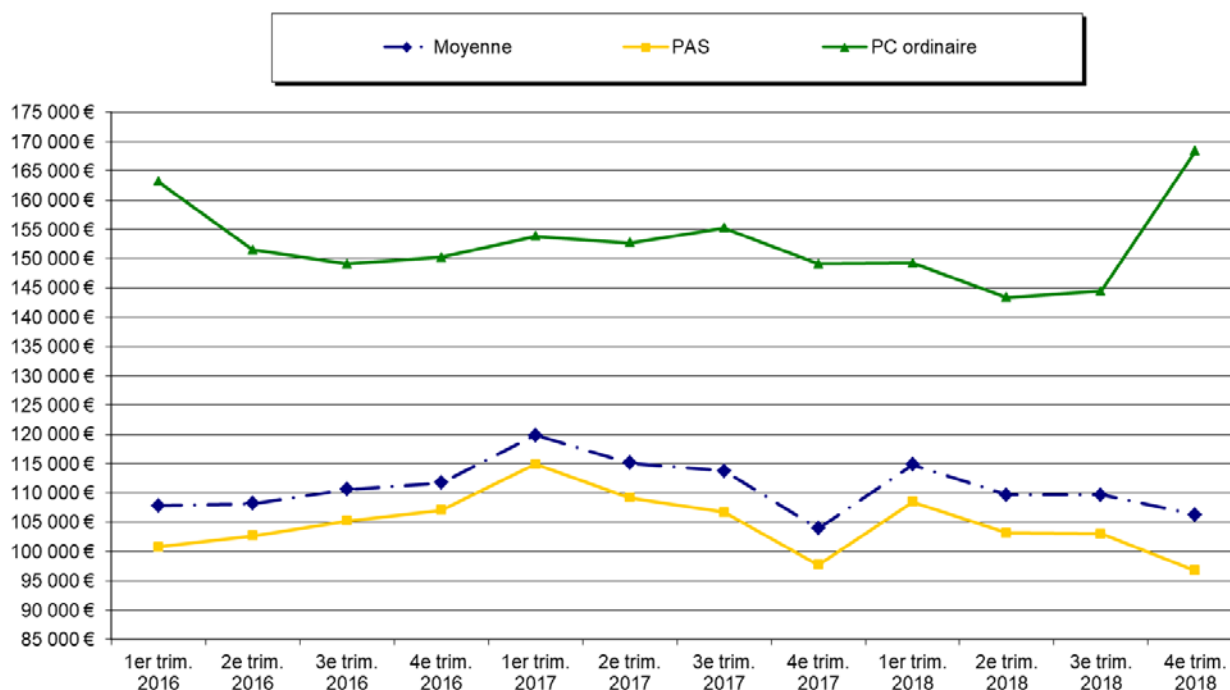
	Ensemble	PAS	Non PAS	PAS dans base FGAS
2018	109 810 €	102 430 €	150 940 €	79 431
2017	112 700 €	106 580 €	152 710 €	101 725
2016	109 670 €	104 120 €	152 830 €	98 988
<i>Évolution 2018/2017</i>	-2,6%	-3,9%	-1,2%	-21,9%

L'année se termine avec un écart entre les deux types de prêts de 71 600 € au 4^e trimestre.

⁸ Les prêts « atypiques » (montants déclarés très élevés) ont été exclus pour les calculs concernant les prêts à taux variable.

⁹ La base de données PC n'est pas assez renseignée pour permettre d'étudier une corrélation entre montants, durées et taux variables.

Montant moyen d'un PC



4) Comparaison par établissement

On note de fortes différences d'évolution entre le montant moyen de l'année 2018 et celui de 2017 selon les prêteurs. En effet, seul celui des banques progresse (1.3%) tandis qu'il diminue de 7.4% chez les établissements spécialisés et très fortement pour les banques mutualistes ou coopératives (-4.5%). La moyenne tous prêteurs confondus se situant à 109 810 € s'échelonne de 91 640 € pour les banques mutualistes ou coopératives à 139 130 € pour les établissements spécialisés et se situe à 136 290 € pour les banques généralistes.

J) Une baisse du nombre de logements financés par des PC théoriquement éligibles à l'APL. (cf. Annexe 1)

Selon les déclarations reçues, 4.6% des prêts conventionnés permettraient à son titulaire de bénéficier de l'APL¹⁰ au moment de la conclusion du contrat de prêt et 3.9% de l'ensemble des montants prêtés (contre respectivement 12.2% et 12.1% en 2017).

¹⁰ Si tous les PC ouvrent potentiellement droit à l'APL, celle-ci n'est pas obligatoirement versée car elle est fonction d'un barème intrinsèque dépendant notamment de la localisation de l'opération et des revenus du ménage : on entend donc ici par « éligibilité à l'APL » le versement effectif d'une APL non nulle pour l'opération considérée au moment de la conclusion du contrat de prêt (en cas de baisse de revenus ultérieure il peut se faire que l'APL soit versée même si elle ne l'était pas au début du remboursement du prêt).

On note toutefois de fortes différences selon les prêteurs : pour les banques et les banques mutualistes ou coopératives, certains établissements ne déclarent aucun ménage bénéficiaire de l'APL. A l'opposé, ce pourcentage atteint 90% voire 100% pour certains distributeurs

Compte-tenu de la dispersion de l'information déclarée, il y a donc lieu de ne pas tirer de conclusions définitives des statistiques concernant l'APL des emprunteurs de prêts conventionnés. Pour une analyse plus approfondie de ce sujet sur les PAS, on se reportera aux études de la SGFGAS sur les prêts garantis. (cf. les bilans annuels successifs qui, depuis 2012, comportent une section intitulée « Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs »¹¹).

K) Les montants effectivement versés en baisse.

(cf. Annexe 5)

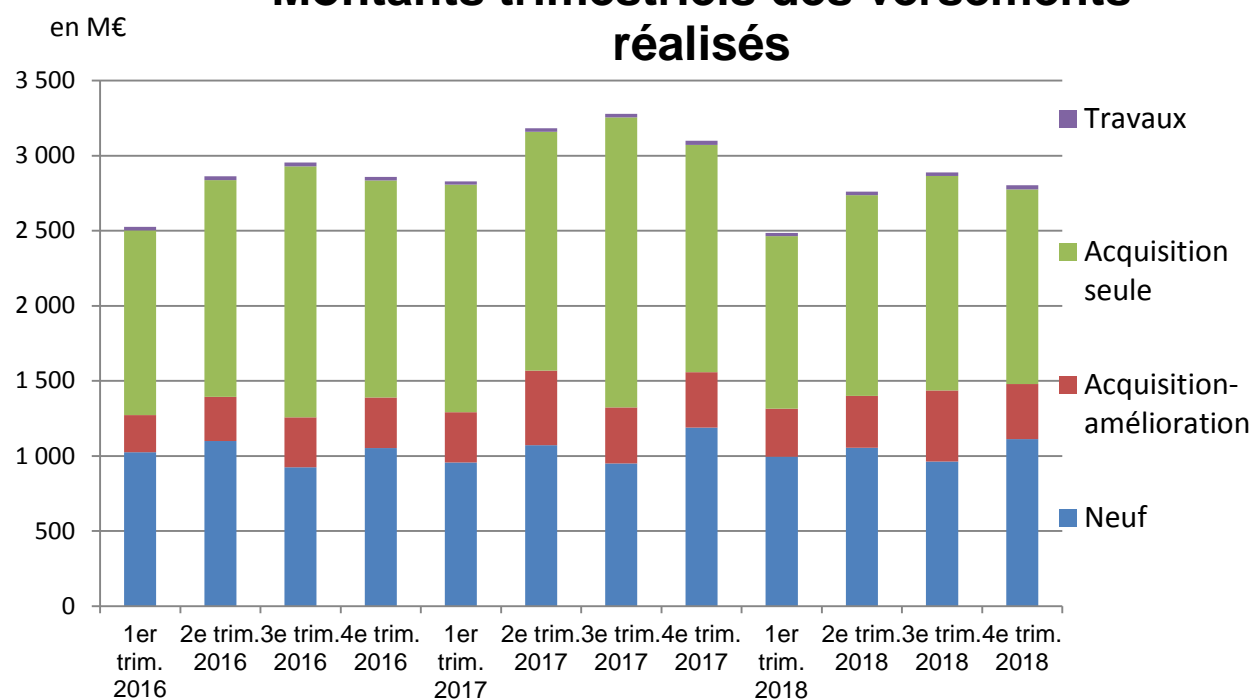
L'ensemble des versements réalisés depuis la fin de l'année précédente totalise 10 936 M€ pour l'année 2018 (12 388 M€ pour 2017 et 11 202 M€ pour l'année 2016), soit une perte de -11.7% par rapport à l'année précédente et de -2.4% par rapport à 2016.

Les versements dans l'ancien sont en baisse de -20.5% pour l'acquisition seule et de -4.3% pour l'acquisition avec amélioration. Ceux dans le neuf diminuent de -1.0%.

Cette année, près de la moitié des versements réalisés concernent l'acquisition seule (47.7% contre 52.9% en 2017), tandis que 37.7% (contre 33.7% l'année précédente) sont pour le neuf, 13.8% (contre 12.7% en 2017) pour l'acquisition avec amélioration et 0.8% pour les travaux.

¹¹ Une analyse y montre qu'un certain nombre d'établissements de crédit déclarent systématiquement l'ensemble de leurs emprunteurs PAS, éligibles à l'APL. Des études sont faites en substituant aux observations brutes le résultat d'un calcul conventionnel.

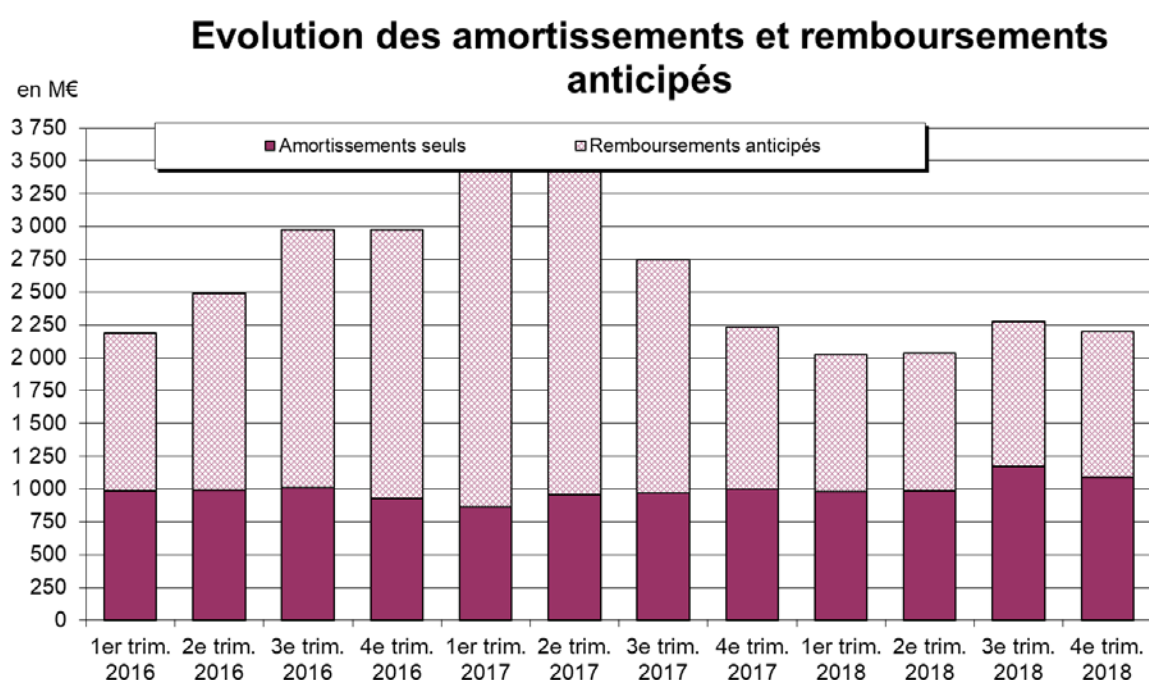
Montants trimestriels des versements réalisés



L) Baisse des amortissements et des remboursements anticipés.

(cf. Annexe 5)

L'ensemble des amortissements (y compris remboursements anticipés et ajustements) totalise 8 536 M€ pour l'année 2018, en baisse de -28.4% par rapport à 2017. Les remboursements anticipés sont en très forte baisse (-47.0% par rapport à 2017) mais beaucoup moins élevés qu'en 2016 (-35.8%). Ils représentent 4 310 M€, soit 50.5% du total des amortissements (contre 68.2% en 2017 et 63.2% en 2017). Par conséquent, les amortissements nets des remboursements anticipés se chiffrent à 4 226 M€ contre 3 791 M€ en 2017 et 3 916 M€ en 2016, ce qui représente une hausse par rapport à 2017 de 11.5% et de 7.9% par rapport à 2016.



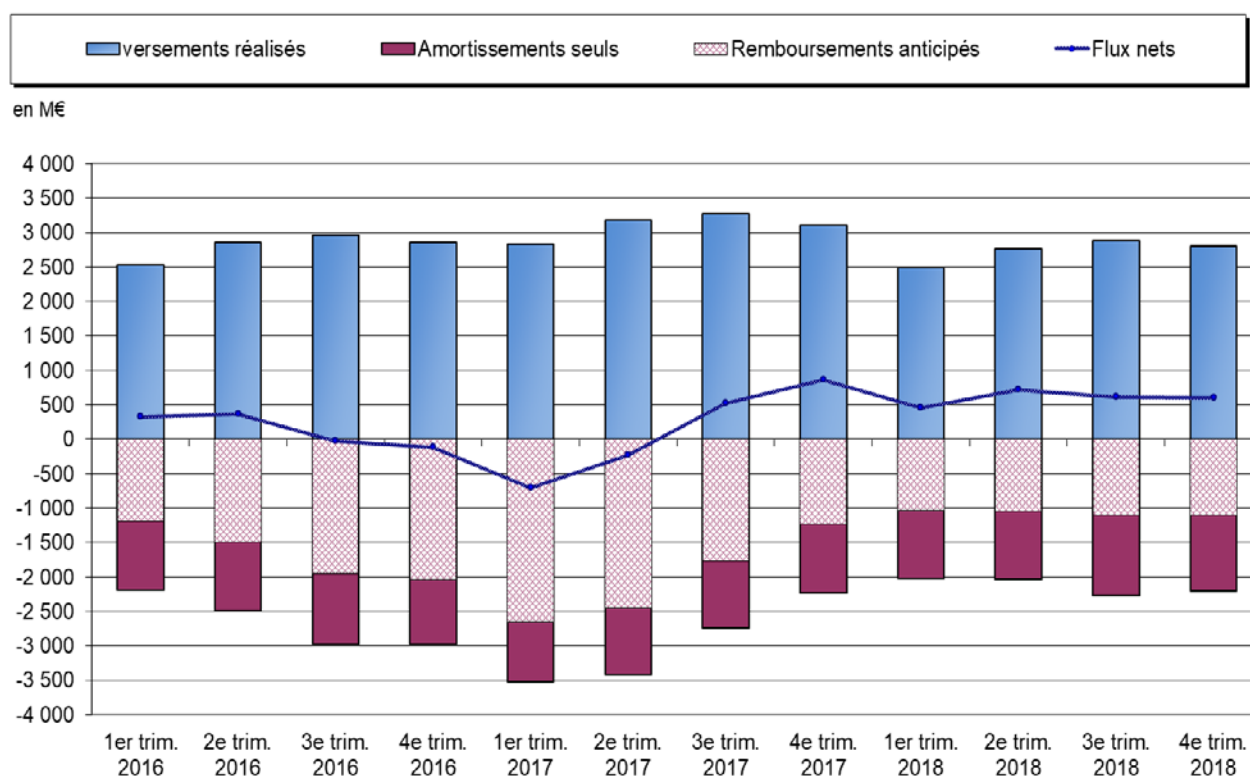
M) L'encours des prêts : 70.5 milliards d'euros.

(cf. Annexes 1 et 4)

Cette année encore, les versements réalisés sont supérieurs aux amortissements. En 2018, le flux positif d'encours¹² est de 2 400 millions d'euros (contre 460 millions d'euros en 2017 et 573 millions d'euros en 2016).

¹² Egal à la différence entre Versements et Amortissements (y compris remboursements anticipés)

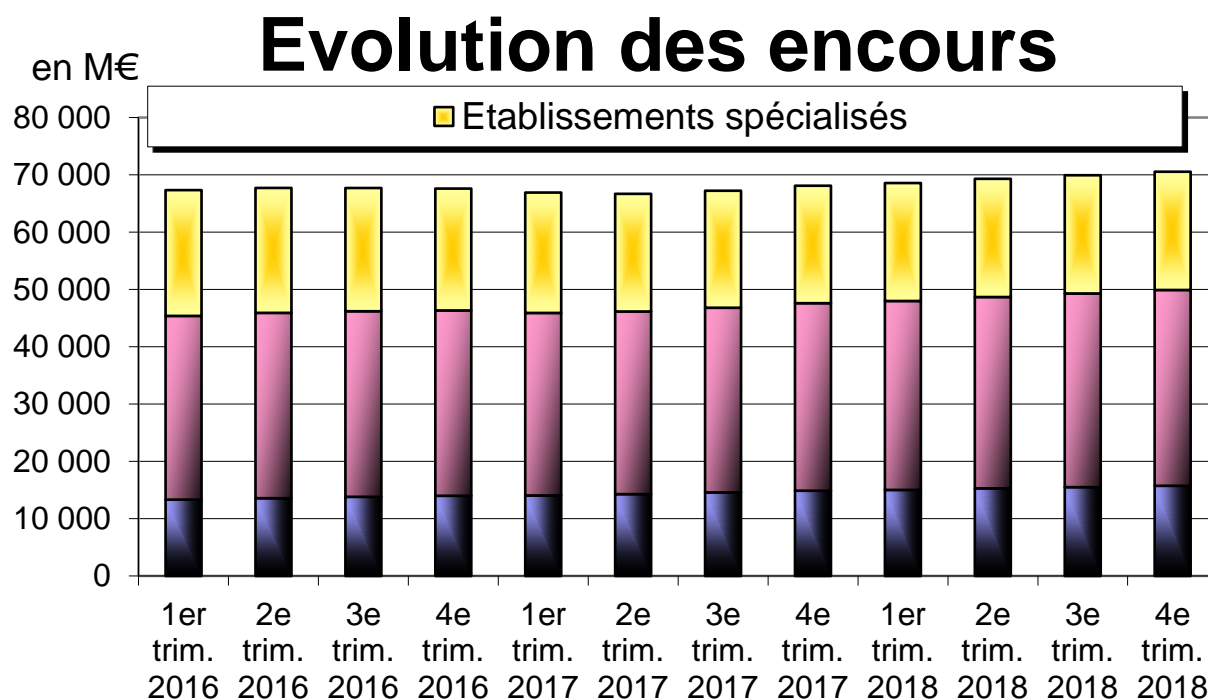
Evolution des versements et des amortissements



L'encours a baissé de 3.6% au cours de l'année 2018. Malgré cela, l'encours fin 2018 est supérieur de 4.4% à celui de fin 2016.

La répartition de l'encours entre les différents prêteurs fin décembre 2018 s'en trouve également modifiée par rapport à l'année précédente (entre parenthèses, les valeurs à fin décembre 2017):

- Banques : 22.3% (21.9%)
- Banques mutualistes ou coopératives : 48.4% (48.0%)
- Etablissements spécialisés : 29.3% (30.1%)



A la fin de l'année 2018 et comparativement à l'année précédente :

- L'encours des PC avec APL représente environ un quart de l'encours total (19.5%) ceci avec les mêmes réserves que ci-avant sur la fiabilité des déclarations reçues.
- L'encours des PAS représente plus des deux tiers du total (76.7%), ce qui représente une hausse de son poids de 1.8 points par rapport à l'année précédente

Le montant de l'encours a augmenté de 6,2% entre 2017 et 2018.

- L'encours des PC d'une durée supérieure à 20 ans représente plus de la moitié de l'encours global (76.7% 0.5 points). Pour mémoire, il représentait 56.3% fin 2018, 57.5% fin 2016, 46,6% en 2012, 43,4% fin 2011, 40,0% fin 2010, 37,5% fin 2009, 34,5% fin 2008, 32,8% fin 2007, 26,5% au 4^e trimestre 2006 et 19,6% au 4^e trimestre 2005.

ANNEXES